

**DEPARTEMENT DE
LA HAUTE-SAVOIE**

**ARRONDISSEMENT
DE ST JULIEN-EN-
GENEVOIS**

REPUBLIQUE FRANÇAISE

**COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
ANNEMASSE – LES VOIRONS – AGGLOMERATION**

SIEGE : 11, AVENUE EMILE ZOLA – 74100 ANNEMASSE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU BUREAU**

OBJET :

Séance du : 3 mars 2020

COMMISSION

Convocation du : Mardi 25 février 2020

**D'INDEMNISATION A
L'AMIABLE POUR LE**

Nombre de membres en exercice au jour de la séance : 17

**PROJET DE TRAMWAY
ANNEMASSE GENEVE**

Président de séance : Christian DUPESSEY

(CIAT) - DOSSIER

Secrétaire de séance : Antoine BLOUIN

**D028-3 SARL SCOOT
PARC A ANNEMASSE**

Membres présents :

Guillaume MATHELIER, Christian DUPESSEY, Christian AEBISCHER, Michel BOUCHER, Yves CHEMINAL, Nicole CATASSO, Bernard BOCCARD, Alain BOSSON, Jean-Paul BOSLAND, Antoine BLOUIN, Denis MAIRE, Jean-Luc SOULAT, Jean-Claude LAMBERT, Alain LETESSIER

N° BC_2020_0069

Excusés :

Jacques BOUVARD, Gabriel DOUBLET, Nadine JACQUIER

Vu la décision du Bureau Communautaire n° B-2018-0278 du 18 décembre 2018.

Vu la décision du Bureau Communautaire n° B-2019-0118 du 14 mai 2019.

Conformément aux délibérations du Conseil Communautaire d'Annemasse-Agglo n°C-2013-158 du 11/09/13, n° C-2013-220 du 27/11/13 et C-2017-0034 du 29/03/2017 relatives à la création et à la modification de la Commission d'Indemnisation à l'Amiable pour le projet de Tramway Annemasse Genève, et au règlement d'indemnisation en vigueur, il est demandé au Bureau Communautaire de se positionner sur le caractère indemnisable des préjudices subis par les entreprises ayant déposé un dossier de demande d'indemnisation auprès de la CIAT.

Lors de ses séances du 19/09/2019, 28/11/2019 et 30/01/2020 la CIAT a examiné la troisième demande de la SARL Scoot Parc à Annemasse, portant sur une demande d'indemnisation de 45 810 € pour une période allant du 01/01/2019 au 30/06/2019.

Compte tenu de l'avis technique des services d'Annemasse-Agglo, de l'analyse de l'expert-comptable mandaté, des périodes d'indemnisation retenues soit du 18 au 22 mars 2019 au titre des travaux d'éclairage ayant entraînés la fermeture de la rue et du 8 avril au 7 juin 2019 au titre des travaux de voies ferrées et de revêtement compte tenu de l'activité et des impacts sur la circulation automobile, et au vu des critères jurisprudentiels relatifs à la définition du préjudice, la CIAT propose de retenir le principe d'indemnisation et d'accorder un montant d'indemnisation de 28.500 € tout frais compris.

Par ailleurs, lors de l'étude du dossier, des écarts de chiffre d'affaires déclarés entre les deux premiers dossiers de demande d'indemnisation de la Sarl Scoot Parc et les déclarations figurant dans le troisième dossier sont apparus. Il s'avère qu'il y a eu, de la part d'Annemasse-Agglomération un trop versé de 1.289 € et de 4.408 € (soit au total 5.697 €) au titre des deux premiers dossiers de demande d'indemnisation de la Sarl Scoot Parc.

Dans un courrier du 31/01/2020, M. le Président de la CIAT a invité Annemasse-Agglo à faire un retrait partiel des décisions antérieures relatives aux indemnités de la Sarl Scoot Parc et à enclencher une procédure contradictoire vis à vis de la Sarl Scoot Parc au titre de ces deux premiers dossiers.

Ce retrait partiel aboutirait au remboursement par la Sarl Scoot Parc de 5.697 € portant ainsi les

montants d'indemnisation pour le premier dossier à 48.061 € au lieu de 49.000 € et pour le second dossier à 16.542 € au lieu de 20.950 €.

Dans un courrier avec accusé de réception daté du 12/02/2020 et reçu par la Sarl Scoot Parc le 13/02/2020, M. le Président d'Annemasse-Agglomération a informé la Sarl Scoot Parc du souhait d'Annemasse-Agglomération de procéder au retrait partiel des décisions d'Annemasse-Agglomération ; la Sarl Scoot Parc ayant eu un délai de 15 jours à compter de la date de réception du courrier pour apporter ses observations.

Au 29/02/2020, la Sarl Scoot Parc n'a pas fait d'observation.

Ainsi,

Considérant la demande de l'entreprise,

Considérant le contexte des travaux Tramway, et les impacts que ces travaux ont eu sur l'activité de la SARL Scoot Parc à Annemasse,

Considérant l'avis et les motifs évoqués par la CIAT,

Considérant le fait que la Sarl n'a pas fait d'observation au souhait d'Annemasse-Agglomération d'enclencher une procédure de retrait partiel de ses décisions antérieures.

Le Bureau Communautaire, entendu l'exposé du rapporteur,

Après en avoir délibéré :
A l'unanimité,

DECIDE :

D'EFFECTUER un retrait partiel de ses décisions antérieure n° BC-2018-0278 du 18/12/2018 et n° BC-2019-0118 du 14/05/2019 aboutissant à un trop versé de 5.697 € à la Sarl SCOOT PARC.

DE RETENIR la troisième demande d'indemnisation de la SARL Scoot Parc et d'accorder un montant d'indemnisation de 28.500 €, versé sous réserve d'approbation de la convention d'indemnisation.

DE SOLLICITER l'intervention du Trésorier Public pour récupérer ces 5.697 € sur le versement de l'indemnisation à venir ou directement auprès de la Sarl Scoot Parc.

D'IMPUTER la dépense en résultant sur le crédit ouvert à cet effet au Budget Tramway, gestionnaire AMTER, article 678.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux devant Monsieur le Président d'Annemasse Agglo dans le délai de deux mois à compter de son affichage ou de sa notification. Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal administratif de Grenoble dans le délai de deux mois à compter de la notification de la délibération ou de sa date d'affichage, ou à compter de la réponse d'Annemasse Agglo, si un recours gracieux a été préalablement déposé.